

Rendu Exécutoire

Publication et ou Notification

Le Directeur Général Adjoint 2025/00700

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DE LA VILLE D'ALÈS

Service: DPSVP

Occupation du Domaine Public

Tel: 04.66.56.11.23 Réf: FB/LB/ 25-316

<u>Objet</u> : Réglementation de la circulation et du stationnement rue d'Avéjan du 1<sup>er</sup> septembre 2025, 6h, au 31 décembre 2025, 20h, avec fermeture au niveau du n°8 – travaux collège Taisson

## Le maire de la ville d'Alès,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le Code de la route,

**Considérant** l'autorisation de voirie accordée à l'OGEC Taisson – occupation du domaine public n°2024/356 dans le cadre des travaux du collège Taisson, sis 8 rue d'Avéjan – 30100 Alès,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures réglementaires exceptionnelles relatives à la circulation et au stationnement des véhicules afin d'assurer le bon déroulement des travaux et éviter tout risque d'incident ou d'accident,

## ARRÊTE

## ARTICLE 1:

La circulation et le stationnement de tout véhicule seront interdits au niveau du n°8 de la rue d'Avéjan, du lundi 1<sup>er</sup> septembre, 6h, au mercredi 31 décembre 2025, 20h.

Un passage permettra aux piétons de cheminer en toute sécurité et aux élèves du collège Taisson d'accéder à la cantine scolaire sans danger.

## ARTICLE 2:

Hormis au niveau du n°8, la partie de la rue d'Avéjan comprise entre la rue Saint-Vincent et la place Général Leclerc sera mise à double sens de circulation afin de permettre notamment les livraisons et l'accès des riverains à leur garage.

#### ARTICLE 3:

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

La ville d'Alès ne pourra être tenue pour responsable des dommages causés aux véhicules laissés sur la voie publique et dont les propriétaires n'ont pas tenu compte du présent arrêté.

## ARTICLE 4:

Les dispositifs de signalisation et de barriérage correspondant aux interdictions de circulation et de stationnement seront mis en place par l'entreprise.

## ARTICLE 5:

L'entreprise devra être en possession d'une assurance responsabilité civile couvrant tous les risques éventuels, notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens du fait de ces travaux.

## ARTICLE 6:

Si les circonstances l'imposent ou pour tout autre motif, que l'administration municipale jugera utile, les dispositions prévues au présent arrêté pourront être modifiées, abrogées partiellement ou totalement.

## ARTICLE 7:

Monsieur le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription de sécurité publique d'Alès - Saint-Christol-les-Alès, Monsieur le directeur général de la ville d'Alès et Monsieur le directeur de la police municipale d'Alès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alès, le 0 9 SEP. 2025

Le maire

Christophe RIVENO

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.